

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-7526

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

219 - 800 Burrard Street

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet Offre à commandes pour des aliments	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1528-190054/A	Date 2020-02-05
Client Reference No. - N° de référence du client F1528-190054	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VAN-582-8738
File No. - N° de dossier VAN-9-42223 (582)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-03-17	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lee, Hilda	Buyer Id - Id de l'acheteur van582
Telephone No. - N° de téléphone (604)764-6053 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-7526
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 1310-401 Burrard St. VANCOUVER British Columbia V6C3S4 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TITRE : Offre à commandes pour des aliments pour poissons

TABLE DES MATIÈRES

<u>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</u>	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	5
<u>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS</u>	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
<u>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES</u>	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
<u>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION</u>	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	14
<u>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</u>	14
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	14
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
<u>PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT</u>	15
A. OFFRE À COMMANDES	15
6.1 OFFRE.....	15
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	15
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	15
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	16
6.5 RESPONSABLES.....	17
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	18
6.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	18
6.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	19
6.9 LIMITATION FINANCIÈRE.....	19
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
6.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	20
6.12 LOIS APPLICABLES	20
6.13 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	20
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	20
6.1 BESOIN.....	20
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	20
6.3 DURÉE DU CONTRAT	21
6.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	21
6.5 PAIEMENT	21

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	22
6.7	ASSURANCES.....	22
6.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	22
<u>ANNEXE « A »</u>		23
<i>BESOIN</i>		23
<u>ANNEXE « B »</u>		25
BASE DE PAIEMENT		25
<u>ANNEXE « C » - COORDONNÉES DES PRINCIPAUX</u>		36
POINT DE LIVRAISON ET COORDONNÉES.....		36
<u>ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES</u>		39
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		39
FORMULAIRE A - FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION.....		40
FORMULAIRE B – FORMULAIRE D'ATTESTATION DE LA CONFORMITÉ TECHNIQUE.....		41

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Le ministère des Pêches et des Océans (MPO), région du Pacifique, souhaite établir tout au plus quatre (4) offres à commandes pour la fourniture et la livraison d'aliments secs et extrudés de haute qualité pour des saumons du Pacifique, dont les principales sources de protéines et de gras proviennent de la farine et de l'huile de poisson, et d'aliments secs et extrudés de haute qualité et de différentes tailles pour des saumons du Pacifique, des saumons arc-en-ciel et des truites, comprenant de la farine et de l'huile de poisson, mais pouvant contenir des protéines et du gras d'autres sources, selon les besoins et conformément à l'annexe A, Besoin.

L'offre à commandes sera en vigueur du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021, et elle sera assortie de deux (2) périodes d'option supplémentaires d'une (1) année chacune.

Jusqu'à quatre (4) offres à commandes seront attribuées. Une pour chaque tableau d'aliments pour poissons : B.1 Aliments pour petits poissons – Protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson; B.2. Aliments pour petits poissons – Teneur réduite en protéines; B.3. Aliments

pour gros poissons – Teneur élevée en lipides; et B.4.Aliments pour gros poissons – Faible teneur en lipids.

Tableau B.1 : Aliments pour petits poissons – Protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson

Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris la moulée et les aliments de démarrage en miettes, les principaux composants protéiques et lipidiques doivent provenir entièrement de farine de poisson et d'huile de poisson de première qualité, dont la teneur totale en lipides est égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines est égale ou supérieure à 50 %.

Les produits à base de soja (farine ou huile) ne doivent pas être utilisés comme ingrédients des aliments du tableau B.1.

Tableau B.2: Aliments pour petits poissons – Teneur réduite en protéines

Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris les aliments de démarrage en miettes, les composants protéiques et lipidiques doivent comprendre de la farine de poisson et de l'huile de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques de l'aliment peuvent être dérivés d'autres sources. La teneur totale en lipides doit être égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines doit être égale ou supérieure à 46 %.

Tableau B.3: Aliments pour gros poissons – Teneur élevée en lipides

Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 20 %.

Tableau B.4: Aliments pour gros poissons – Faible teneur en lipides

Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 16 %.

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à ce besoin.

Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7A - Offre à commandes et la partie 7B - Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. »

La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode. »

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006 \(2019-03-04\)](#) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant :

Module de réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
800, rue Burrard bureau 219
Vancouver (C.-B) V6Z 0B9

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Numéro de télécopieur : 604-775-7526

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **14 jours civils avant la date de clôture** de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*Insérer la loi de la province ou du territoire*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (2 copies papier)
Section II : Offre financière (2 copies papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

- i. **Formulaire de présentation des soumissions** : Les offrants devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions à leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera aux offrants la chance de compléter ou de corriger ces renseignements, si expressément autorisé aux présentes.
- ii **Justification à l'appui de la conformité technique** : Dans la soumission technique, l'offrant doit prouver sa conformité ainsi que celle [de la solution qu'il propose aux articles de l'annexe A (Besoin) précisés dans le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. Il n'est pas obligatoire que le formulaire de justification à l'appui de la conformité technique traite des parties de la présente demande de soumissions qui ne sont pas mentionnées dans le formulaire. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme.

Offrants :

- a) doivent indiquer le nom de marque ainsi que le numéro de pièce du produit proposé;
- b) doivent fournir les spécifications complètes et les documents techniques démontrant que le produit proposé satisfait aux exigences obligatoires indiquées dans l'invitation à soumissionner (Annexe - Besoin).

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)

4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les offrants sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les offrants de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un offrant.

L'OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE

CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

(c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part d'offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément.

L'offrant disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise.

Toute information fournie hors délais sera refusée.

(d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).

(e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. L'offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au offrant à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le offrant à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les offrants pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (13-03-2018) Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.

- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au offrant (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un offrant dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels offrants n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les offrants qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par l'offrant et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission d'offrant. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au offrant REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un offrant dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.

-
- (c) Le offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse d'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le offrant. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse d'offrant au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, l'offrant doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du offrant; il incombe plutôt au offrant d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par l'offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si l'offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront le offrant dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

a) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire » constituent des exigences obligatoires. Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.

b) Les exigences techniques obligatoires sont décrites à l'annexe A.

c) L'offrant peut soumissionner pour des aliments pour petits poissons (protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson) (tableau B.1) ou des aliments pour petits poissons (faible teneur en protéines) (tableau B.2) ou des aliments pour gros poissons (teneur élevée en lipides) (tableau B.3) ou des aliments pour gros poissons (faible teneur en lipides) (tableau B.4), mais il doit fournir 100 % des articles dans les tableaux qui font l'objet de la soumission.

d) Le Processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

4.1.3 Évaluation financière

4.1.3.1 Clause du Guide des CUA [M0220T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix-soumission

4.1.3.2 L'offrant **doit** fournir le montant en \$/kg pour chaque taille d'aliments, et tous les aliments pour poissons **doivent** satisfaire à toutes les exigences techniques. L'OC est assortie de deux (2) périodes d'option d'une (1) année chacune. L'offrant **doit** indiquer des prix pour les deux (2) périodes d'option. L'offrant peut ajuster les prix unitaires de ses aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** être supérieures à 2 % des prix des années précédentes. L'évaluation financière sera calculée comme suit : le montant en \$/kg pour la taille d'aliments, multiplié par la quantité estimative de chaque article, et tous les articles seront additionnés pour obtenir le prix total de la soumission évaluée. Le coût/kg pour les deux années d'option sera également calculé et évalué. L'évaluation sera effectuée séparément pour les tableaux B.1, B.2, B.3 et B.4. L'évaluation comprendra le coût total pour la période initiale en plus de celui des deux années d'option.

On encourage l'offrant à énumérer, sur une feuille séparée, d'autres aliments pour poissons qui satisfont ou dépassent les exigences techniques obligatoires. L'offrant doit

également fournir les informations requises pour confirmer que les aliments supplémentaires répondent aux exigences techniques (annexe A - Besoin). Toutefois, seuls les produits proposés dans l'annexe B - Base de paiement seront pris en compte dans l'évaluation des coûts. Le coût par kg de chaque aliment supplémentaire doit également être fourni pour l'année initiale et chacune des deux (2) années d'option.

4.1.3.3 EXEMPLE DE CALCUL

Période initiale (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021)

Taille des aliments (mm)	Forme des aliments	Coût / Kg (1)	Product Name/or Number	Estimer Quantité (Kg) (2)	Totals (1)X (2)
Mash (0.25 – 0.4 mm)	Purée	\$1.75		1000	\$1,750.00
#0	Miettes	\$1.95		9000	\$ 17,550.00
#1	Miettes	\$1.95		35000	\$68,250.00
#2	Miettes	\$2.20		43000	\$94,600.00
1.2 mm	Granules	\$2.75		51000	\$140,250.00
1.5 mm	Granules	\$3.35		60000	\$201,000.00
2.0 mm	Granules	\$3.65		49000	\$178,850.00
2.5 mm – 3.0 mm	Granules	\$4.25		5100	\$21,675.00
Total Evaluation Price					\$723,925.00 (A)

Première année d'option (1^{er} avril 2021 – 31 mars 2022)

Taille des aliments (mm)	Forme des aliments	Coût / Kg (1)	Product Name/or Number	Estimer Quantité (Kg) (2)	Totals (1)X (2)
Mash (0.25 – 0.4 mm)	Purée	\$1.75		1000	\$1,750.00
#0	Miettes	\$1.95		9000	\$ 17,550.00
#1	Miettes	\$1.95		35000	\$68,250.00
#2	Miettes	\$2.22		43000	\$95,460.00
1.2 mm	Granules	\$2.78		51000	\$141,780.00
1.5 mm	Granules	\$3.35		60000	\$201,000.00
2.0 mm	Granules	\$3.67		49000	\$179,830.00
2.5 mm – 3.0 mm	Granules	\$4.25		5100	\$21,675.00
Total Evaluation Price					\$727,296.00 (B)

Deuxième année d'option (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023)

Taille des aliments (mm)	Forme des aliments	Coût / Kg (1)	Product Name/or Number	Estimer Quantité (Kg) (2)	Totals (1)X (2)
Mash (0.25 – 0.4 mm)	Purée	\$1.77		1000	\$1,770.00
#0	Miettes	\$1.95		9000	\$ 17,550.00
#1	Miettes	\$1.97		35000	\$68,950.00
#2	Miettes	\$2.22		43000	\$95,460.00

1.2 mm	Granules	\$2.80		51000	\$142,800.00
1.5 mm	Granules	\$3.35		60000	\$201,000.00
2.0 mm	Granules	\$3.67		49000	\$179,830.00
2.5 mm – 3.0 mm	Granules	\$4.25		5100	\$21,675.00
Total Evaluation Price					\$729,037.00 (C)

Prix total global évalué pour le tableau B.1 : (A) + (B) + (C) = 2 180 258,00 \$CAN.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause du *Guide des CCUA* M0069T (2007-05-25), Méthode de sélection

4.2.2 Valeur de l'offre à commandes

Table B.1, B.2 B.3 et B.4 représentent 45 %, 35 %, 10 % et 10 % des dépenses estimatives totales.respectivement

Tableau	Description	%	Estimation des dépenses
B.1	Aliments pour petits poissons – Protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson	45	675 000 \$
B.2	Aliments pour petits poissons – Teneur réduite en protéines	35	525 000 \$
B.3	Aliments pour gros poissons – Teneur élevée en lipides	10	150 000 \$
B.4	Aliments pour gros poissons – Faible teneur en lipides	10	150 000 \$
Estimation des dépenses annuelles totales			\$1 500 000 \$

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées](#)

d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Date de Procédures pour	Procédures pour #	Expedier a l'emplacement	Procédures pour valeur (TPS dans)

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er Janvier au 31 Mars;
- Deuxième trimestre : du 1er Avril au 30 Juin;
- Troisième trimestre : du 1er Juillet au 30 Septembre;
- Quatrième trimestre : du 1er Octobre au 31 Decembre.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1 avril 2020 au 31 mars 2021.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes _____ jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « C » de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Hilda Lee
Spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Acquisitions - Région du Pacifique
219 - 800, rue Burrard, Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9

Tél.: 604-764-6053
Fax: 604-775-7526
Courriel: hilda.lee@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il/elle est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet (à remplir à l'attribution de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____-_____-_____

Télécopieur: _____-_____-_____

Courriel: _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Ministère des Pêches et des Océans (MPO), gestionnaires de la mise en valeur du bassin hydrographique ou d'autres personnes.

(Les noms des d'autres personnes seront énumérés ici dans l'attribution de l'OC).

6.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquent à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquent à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquent à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquent à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquent qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquent;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

6.8 Limite des commandes subséquentes

Un utilisateur désigné peut faire une commande subséquente directement auprès d'un offrant, jusqu'à concurrence de la limite applicable aux commandes subséquentes précisée ci-après :

Utilisateur désigné du gouvernement fédéral

- (a) **Jusqu'à 25 000,00 \$* (taxes applicables incluses)** : les utilisateurs désignés du ministère des Pêches et des Océans peuvent passer la commande subséquente;
- (b) **De 25 000,01 \$ à 400 000,00 \$ (taxes applicables incluses)** : les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes doivent être émises par l'autorité contractante de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

* Le montant pourrait changer si le seuil de l'autorité déléguée pour les bureaux régionaux du MPO est augmenté.

6.9 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (*à insérer au moment de l'attribution*) (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou deux mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2018-06-21) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Point de livraison et coordonnées;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s)*).

6.11 Attestations et renseignements supplémentaires

6.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au _____ inclusivement

6.3.2 Date de livraison

La livraison doit se faire dans un délai de 10 jours civils à compter de la date de réception de la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Livraison et déchargement

6.4.1 Coûts de transport prépayés

L'entrepreneur doit payer d'avance les frais de transport. Les frais de transport, payés d'avance, doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

6.4.2 Livraison et déchargement

6.4.2.1 Lorsque la livraison a lieu dans des écloséries qui n'ont pas de chariots élévateurs à fourche, les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant le déchargement dans des endroits qui n'ont pas d'installation de déchargement

6.4.2.2 À certains endroits, les camions de livraison doivent être déchargés lorsqu'ils sont stationnés en bordure du trottoir. Lorsque le matériel est déposé sur le trottoir, il doit être placé à proximité de l'entrée désignée pour que le personnel de l'endroit puisse le transporter facilement à l'aide de l'équipement de manutention mécanique hydraulique, fixe ou autre.

6.5 Paiement

6.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B et/ou B, selon un montant total de \$_____ (le montant au moment d'une commande subséquente). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

6.5.2 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.5.3 Méthode de paiement

Clause du Guide des CCUA [H1000C](#) (2008-05-12) Paiement unique

6.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

Pour être édités conformément à la réponse de l'entrepreneur à l'annexe « D »

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.6 Instructions pour la facturation

6.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6.6.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

6.7 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

6.8 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [B7500C](#) (2006-06-16), Marchandises excédentaires

ANNEXE « A »

BESOIN

Fourniture et livraison de divers aliments pour poissons énumérés ci-dessous destinés au saumon du Pacifique, à diverses écloséries de Pêches et Océans Canada en Colombie-Britannique, selon les besoins.

1. Besoins

La région du Pacifique de Pêches et Océans Canada (MPO) a besoin de conclure des offres à commandes (jusqu'à quatre [4] offres) pour la fourniture et la livraison d'aliments pour saumon du Pacifique secs et extrudés de haute qualité, dont les principales sources de protéines et de gras proviennent de la farine et de l'huile de poisson, et d'aliments pour saumon du Pacifique, saumon arc-en-ciel et truite secs et extrudés de haute qualité et de différentes tailles comprenant de la farine et de l'huile de poisson, mais pouvant contenir des protéines et du gras d'autres sources, selon les besoins.

2. Catégories d'aliments pour poissons

2.1 Aliments pour petits poissons – Protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson – Tableau B.1

Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris la moulée et les aliments de démarrage en miettes, les principaux composants protéiques et lipidiques doivent provenir entièrement de farine de poisson et d'huile de poisson de première qualité, dont la teneur totale en lipides est égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines est égale ou supérieure à 50 %.

Les produits à base de soja (farine ou huile) ne doivent pas être utilisés comme ingrédients des aliments du tableau B.1.

2.2 Aliments pour petits poissons – Teneur réduite en protéines – Tableau B.2

Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris les aliments de démarrage en miettes, les composants protéiques et lipidiques doivent comprendre de la farine de poisson et de l'huile de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques de l'aliment peuvent être dérivés d'autres sources. La teneur totale en lipides doit être égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines doit être égale ou supérieure à 46 %.

2.3 Aliments pour gros poissons – Teneur élevée en lipides – Tableau B.3

Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 20 %.

2.4 Aliments pour gros poissons – Faible teneur en lipides – Tableau B.4

Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 16 %.

3. Aperçu

La liste des tailles d'aliments destinés au saumon du Pacifique figure aux tableaux B.1, B.2, B.3 et B.4 de l'annexe B – Base de paiement.

Les aliments doivent être fournis dans une variété de tailles et de formulations, en fonction de l'étape du cycle de vie du saumon du Pacifique (alevin, fingerling, saumoneau, yearling et adulte reproducteur).

4. Exigences générales

- A) Les aliments doivent être livrés dans des sacs scellés dont le poids ne dépasse pas 20 kg.
- B) Tous les aliments doivent respecter ou surpasser les exigences nutritionnelles minimales établies dans le document publié par le Conseil national de recherches en 1993 au sujet des besoins nutritionnels du poisson.

Le document peut être consulté en ligne, gratuitement, à l'adresse suivante :

http://journals.cambridge.org/download.php?file=%2FPNS%2FPNS52_03%2FS002966519300059Xa.pdf&code=a00b9639e0b2e65715bc15f69c7fae16

- C) L'entrepreneur doit livrer les commandes de nourriture directement aux écloseries, sauf si le gestionnaire de l'écloserie juge que d'autres dispositions sont nécessaires. Une liste des écloseries de la Colombie-Britannique exploitées par le gouvernement fédéral ainsi que leurs coordonnées figurent à l'annexe C. Il est possible qu'on demande des livraisons à d'autres secteurs de la région du Pacifique de Pêches et Océans Canada.

5. Règlements et normes

À titre de mesure de contrôle de la qualité, des échantillons d'aliments pour poissons seront prélevés de façon aléatoire aux écloseries, pendant les périodes d'alimentation de pointe (de février à mai), afin d'en analyser la composition de base. De plus, les aliments seront vérifiés périodiquement pour en examiner la composition et la rancidité lipidiques, ainsi que la teneur en vitamines, en pesticides, en biphényles polychlorés et en minéraux.

En raison des incertitudes concernant l'atteinte des cibles de production de poissons, la quantité de poissons élevés dans les écloseries exploitées par Pêches et Océans Canada varie d'une année à l'autre.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Tous les prix doivent demeurer fermes pendant la durée de l'offre à commandes, destinations FAB, tous les frais d'expédition et de déchargement payés d'avance et facturés, y compris tous les droits de douane, TPS en sus.

1) Prix

Tableau B.1 – Aliments pour petits poissons – Protéines et lipides provenant principalement de la farine et de l'huile de poisson – Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris la moulée et les aliments de démarrage en miettes, les principaux composants protéiques et lipidiques doivent provenir entièrement de farine de poisson et d'huile de poisson de première qualité, dont la teneur totale en lipides est égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines est égale ou supérieure à 50 %.

Les produits à base de soja (farine ou huile) ne doivent pas être utilisés comme ingrédients des aliments du tableau B.1.

Période initiale (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021) pour le tableau B.1 :

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
Moulée (0,25 - 0,4 mm)	0,25 – 0,4 mm	Moulée		_____ \$	1 000
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		_____ \$	6 300
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		_____ \$	31 000
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		_____ \$	40 000

1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		\$	27 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		\$	14 000
2,0 mm	5/64 po	Granulés		\$	10 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		\$	1 700

Première année d'option (1^{er} avril 2021 – 31 mars 2022) pour le tableau B.1 :

L'offrant doit fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster le prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
Moulée (0,25 - 0,4 mm)	0,25 – 0,4 mm	Moulée		\$	1 000
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		\$	6 300
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		\$	31 000
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		\$	40 000
1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		\$	27 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		\$	14 000

2,0 mm	5/64 po	Granulés		\$	10 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		\$	1 700

Deuxième année d'option (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) pour le tableau B.1 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
Moulée (0,25 - 0,4 mm)	0,25 – 0,4 mm	Moulée		\$	1 000
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		\$	6 300
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		\$	31 000
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		\$	40 000
1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		\$	27 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		\$	14 000
2,0 mm	5/64 po	Granulés		\$	10 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		\$	1 700

Tableau B.2 – Aliments pour petits poissons – Teneur réduite en protéines – Pour les aliments en granulés jusqu'à 3,0 mm et les aliments pour poissons plus petits, y compris les aliments de démarrage en miettes, les composants protéiques et lipidiques doivent comprendre de la farine de poisson et de l'huile de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques de l'aliment peuvent être dérivés d'autres sources. La teneur totale en lipides doit être égale ou supérieure à 18 % et la teneur en protéines doit être égale ou supérieure à 46 %.

Période initiale (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021) pour le tableau B.2 :

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		_____ \$	2 800
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		_____ \$	3 800
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		_____ \$	3 300
1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		_____ \$	30 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		_____ \$	47 000
2,0 mm	5/64 po	Granulés		_____ \$	37 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		_____ \$	3 400

Première année d'option (1^{er} avril 2021 – 31 mars 2022) pour le tableau B.2 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		_____ \$	2 800
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		_____ \$	3 800
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		_____ \$	3 300
1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		_____ \$	30 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		_____ \$	47 000
2,0 mm	5/64 po	Granulés		_____ \$	37 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		_____ \$	3 400

Deuxième année d'option (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) pour le tableau B.2 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
N° 0	< 0,5 mm	Miettes		_____ \$	2 800
N° 1	0,5 – 0,9 mm	Miettes		_____ \$	3 800
N° 2	0,9 – 1,5 mm	Miettes		_____ \$	3 300
1,2 mm	1,1 – 1,3 mm	Granulés		_____ \$	30 000
1,5 mm	1/16 po	Granulés		_____ \$	47 000
2,0 mm	5/64 po	Granulés		_____ \$	37 000
2,5 – 3,0 mm	3/32 – 7/64 po	Granulés		_____ \$	3 400

N° de l'invitation - Solicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Tableau B.3 – Aliments pour gros poissons – Teneur élevée en lipides – Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 20 %.

Période initiale (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021) pour le tableau B.3 :

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900
9,0 mm	11/32 po	Granulés		_____ \$	400

Première année d'option (1^{er} avril 2021 – 31 mars 2022) pour le tableau B.3 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900
9,0 mm	11/32 po	Granulés		_____ \$	400
				_____ \$	
				_____ \$	
				_____ \$	
				_____ \$	

Deuxième année d'option (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) pour le tableau B.3 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900
9,0 mm	11/32 po	Granulés		_____ \$	400

Tableau B.4 – Aliments pour gros poissons – Faible teneur en lipides – Les aliments plus gros (> 3,0 mm) doivent être granulés avec de l'huile de poisson et des protéines de farine de poisson de première qualité, mais les principaux composants protéiques et lipidiques peuvent provenir d'autres sources. La teneur totale en lipides de l'aliment doit être égale ou supérieure à 16 %.

Période initiale (1^{er} avril 2020 – 31 mars 2021) pour le tableau B.4 :

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900
9,0 mm	11/32 po	Granulés		_____ \$	380

Première année d'option (1^{er} avril 2021 – 31 mars 2022) pour le tableau B.4 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900
9,0 mm	11/32 po	Granulés		_____ \$	380

Deuxième année d'option (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) pour le tableau B.4 :

L'offrant **doit** fournir des prix pour les deux années d'option. L'offrant est autorisé à ajuster son prix unitaire des aliments pour poissons pour chacune des périodes d'option. Toutefois, les augmentations de prix **ne doivent pas** dépasser 2 % comparativement aux prix de l'année précédente.

Taille des aliments (mm)	Conversion approximative	Forme des aliments	Nom ou numéro du produit	Coût/kilogramme	Quantité estimée en kg de cette forme d'aliments
4,0 mm	5/32 po	Granulés		_____ \$	200
6,0 – 7,0 mm	1/4 – 9/32 po	Granulés		_____ \$	900

N° de l'invitation - Solicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif. - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

9,0 mm	11/32 po	Granulés			
					380

2) Biens supplémentaires – Articles à valeur ajoutée (Ces éléments ne feront pas partie de l'évaluation financière)

Remarque : L'offrant est invité à dresser la liste des aliments supplémentaires (lorsque plus d'un aliment est disponible dans une forme et une taille données) et à fournir les renseignements techniques nécessaires pour confirmer qu'ils répondent aux exigences techniques de l'annexe A – Besoin, ainsi que les informations sur le coût (c'est-à-dire pour l'année initiale et chacune des deux années d'option).

ANNEXE « C »

POINTS DE LIVRAISONS ET COORDONNÉES

Coordonnées des grandes installations de mise en valeur du saumon en Colombie-Britannique				
Zone	Nom de l'installation	Gestionnaire	Téléphone	Télocopieur
Région intérieure de la Colombie-Britannique	Écloserie du ruisseau Spius	Greg Schuler	250-378-2992	250-378-3549
	Adresse postale	Écloserie du ruisseau Spius, 2857, chemin Prospect Creek, Merritt (C.-B.)	V1K 1N8	
	Adresse de livraison	Écloserie du ruisseau Spius, chemin Sunshine Valley Ouest, Merritt (C.-B.)	V1K 1N8	
Bas Fraser	Écloserie du fleuve Capilano	Hamid Seshadri	604-666-1790	604-666-1949
	Adresse	4500, chemin Capilano Park, Vancouver Nord (C.-B.)	V7R 4L3	
Bas Fraser	Écloserie de la rivière Chehalis	Reid Schrul	604-796-2281	604-796-9631
	Adresse postale	RR n° 1, 16250, chemin Morris Valley, Agassiz (C.-B.)	V0M 1A0	
	Adresse de livraison	16250, chemin Morris Valley, Agassiz (C.-B.)	V0M 1A0	
Bas Fraser	Écloserie de la rivière Chilliwack	Jeremy Mothus	604-858-7227	604-858-0461
	Adresse	55205, chemin Chilliwack Lake, Chilliwack (C.-B.)	V4Z 1A7	
Bas Fraser	Écloserie du ruisseau Inch	Cathy McClean	604-826-0244	604-826-1446
	Adresse postale	Case postale 61, Dewdney (C.-B.)	V0M 1H0	
	Adresse de livraison	38620, chemin Bell, Dewdney (C.-B.)	V0M 1H0	
Bas Fraser	Écloserie du ruisseau Tenderfoot	Jordan Uittenbogaard	604-898-3657	604-898-5692
	Adresse postale	Case postale 477, Brackendale (C.-B.)	V0N 1H0	
	Adresse de livraison	1000, Midnight Way, Brackendale (C.-B.)	V0N 1H0	

Coordonnées des grandes installations de mise en valeur du saumon en Colombie-Britannique				
Zone	Nom de l'installation	Gestionnaire	Téléphone	Télocopieur
Côte Nord	Frayerie artificielle de la rivière Fulton	Mitchell Harborne	250-697-2314	250-697-6253
	Adresse	Case postale 9, Granisle (C.-B.) V0J 1W0		
Côte Nord	Écloserie de la rivière Kitimat	Markus Feldhoff	250-639-9888	250-639-9220
	Adresse postale	Case postale 197, Kitimat (C.-B.) V8C 2G7		
	Adresse de livraison	283, boulevard Haisla, Kitimat (C.-B.)		

Coordonnées des grandes installations de mise en valeur du saumon en Colombie-Britannique				
Zone	Nom de l'installation	Gestionnaire	Téléphone	Télocopieur
Côte Nord	Écloserie du ruisseau Snootli	Haakon Hammer	250-982-2522	250-982-2971
	Adresse postale	Case postale 95, Bella Coola (C.-B.) V0T 1C0		
	Adresse de livraison	1450, route 20, Bella Coola (C.-B.)		
Côte Sud	Écloserie de la rivière Conuma	Mike Austin	250-283-7171	250-283-7148
	Adresse	Case postale 247, Tahsis (C.-B.) V0P 1X0		
Côte Sud	Écloserie de la rivière Nitinat	Rob Brouwer	250-745-3321	250-745-3416
	Adresse	Case postale 369, Port Alberni V9Y 7M8		
Côte Sud	Écloserie de la rivière Puntledge	Heather Braun (ou Lorne Frisson)	250-703-0908	250-703-0905
	Adresse	Case postale 3111, 38, chemin Powerhouse, Courtenay (C.-B.) V9N 5N3		
Côte Sud	Écloserie de la rivière Big Qualicum	Aaron Burgoyne	250-757-8412	250-757-8741
	Adresse	215, chemin Fisheries, Qualicum Beach (C.-B.) V9K 1Z5		
Côte Sud	Rivière Little Qualicum	Aaron Burgoyne	250-752-3231	250-752-2184
	Adresse	1391, chemin Claymore, Qualicum Beach (C.-B.) V9K 2T6		
Côte Sud	Écloserie de la rivière Quinsam	Ed Walls	250-287-9564	250-286-0261
	Adresse	4217, chemin Argonaut, Campbell River (C.-B.) V9H 1P3		
Côte Sud	Écloserie du ruisseau Robertson	Steve Emmonds	250-724-6521	250-724-6603

N° de l'invitation - Solicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Coordonnées des grandes installations de mise en valeur du saumon en Colombie-Britannique				
Zone	Nom de l'installation	Gestionnaire	Téléphone	Télécopieur
	Adresse	10333-B, chemin Central Lake, Port Alberni (C.-B.) V9Y 8Z2		
Côte Sud	Écloserie du ruisseau Rosewall	Aaron Burgoyne	250-757-8412	250-335-2302
	Adresse postale	215, chemin Fisheries, Qualicum Beach (C.-B.) V9K 1Z5		
	Adresse de livraison	8425, chemin Berray, Fanny Bay (C.-B.) V0R 1W0		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F1528-190054/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F1528-190054

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
VAN-9-42223

Id de l'acheteur - Buyer ID
VAN582
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

FORMULAIRE A - FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète de noms de tous les administrateurs . Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s). Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.		
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que : 1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans la soumissions sont exhaustifs, véridiques et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire		date

N° de l'invitation - Solicitation No. F1528-190054/A	N° de la modif. - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID VAN582
N° de réf. du client - Client Ref. No. F1528-190054	File No. - N° du dossier VAN-9-42223	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Formulaire B - Formulaire d'attestation de la conformité technique

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES :

- 2) Les offrants sont priés :
 - a) D'indiquer en regard de chaque spécification dans la section **EXIGENCES OBLIGATOIRES**, dans la marge de droite sous **Conformité**, si les produits proposés satisfont ou non aux exigences et
 - b) De faire référence aux numéros de page dans la documentation technique fournie et de mettre en évidence les renseignements techniques à l'appui de leur conformité aux spécifications obligatoires ci-après
- 3) Vous avez avantage à inclure le plus de détails possible pour appuyer vos dires et la conformité à chacune des exigences.
- 4) La Couronne N'EST PAS TENUE de demander des précisions sur une soumission ni sur la documentation technique fournie. Les offrants sont avisés que l'omission de démontrer une capacité qu'ils considèrent comme conforme aux exigences verront leur soumission jugée irrecevable. Tout écart doit être clairement identifié et étayé par des détails complets.

Formulaire B - Formulaire d’attestation de la conformité technique

Numéro	Exigence obligatoire	Conforme (O/N)	Fournir le numéro de page et les commentaires
1	<p>Catégories d'aliments pour poissons</p> <p>Les offres techniques et de prix pour chaque article dans une catégorie d'aliments pour poissons se trouvent à l'annexe B.</p> <p>Pour être conforme, l'offre d'un soumissionnaire pour un tableau d'aliments pour poissons (tableau B.1, B.2, B.3 ou B.4) doit proposer chaque taille/forme d'aliment figurant dans le tableau d'aliments et chaque aliment doit répondre aux exigences techniques de la présente demande d'offre à commandes (Annexe A – Exigences). Seuls les aliments pour poissons pour lesquels les renseignements nécessaires ont été fournis à l'appui de leur évaluation par rapport aux exigences techniques seront jugés conformes.</p>		<p>Pour chaque tableau d'aliments pour poissons et chaque forme d'aliments figurant dans chaque tableau, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour chaque tableau d'aliments qu'il souhaite proposer dans le cadre de son offre : le nom ou le numéro du produit; la taille de l'aliment, la forme de l'aliment, le fabricant du produit; une liste des ingrédients du produit dans l'ordre de leur poids respectif dans l'aliment (c.-à-d. du plus au moins élevé), et l'analyse garantie pour chaque aliment (p. ex., le pourcentage de protéines brutes, de gras brut, de fibres brutes, de vitamines, etc.). Ces renseignements sont nécessaires pour confirmer que les aliments proposés respectent les exigences techniques du tableau applicable de l'annexe A – Exigences.</p>
	<p>Biens supplémentaires – Autres aliments qui répondent aux exigences techniques de l'annexe A (c'est-à-dire lorsque plus d'un aliment est proposé pour une forme et une taille d'aliment données dans un tableau).</p>		<p>Fournir les mêmes informations que ci-dessus pour permettre de confirmer que l'aliment proposé répond aux exigences techniques.</p>
2	<p>Exigences générales</p> <p>a) Les aliments doivent être livrés dans des sacs scellés dont le poids ne dépasse pas 20 kg.</p> <p>b) Tous les aliments doivent respecter ou dépasser les exigences nutritionnelles minimales établies dans le document publié par le Conseil national de recherches en 1993 au sujet des besoins nutritionnels du poisson.</p>		<p>Fournir la taille et le poids du sac.</p>
			<p>Fournir une documentation sur le produit pour justifier la conformité à cette exigence nutritionnelle ou fournir une lettre signée d'un nutritionniste confirmant que les aliments proposés satisfont aux</p>

			exigences nutritionnelles référencées ou les dépassent.
	c) L'offrant doit livrer les commandes de nourriture directement aux écloseries, sauf si le gestionnaire de l'écloserie juge que d'autres dispositions sont nécessaires. Une liste des écloseries de la Colombie-Britannique exploitées par le gouvernement fédéral figure à l'annexe C. Il est possible qu'on demande des livraisons dans d'autres secteurs de la région du Pacifique de Pêches et Océans Canada.		Fournir de l'information sur la façon dont les aliments pour poissons seront expédiés aux écloseries énumérées aux présentes et à tout autre endroit en Colombie-Britannique.

N° de l'invitation - Solicitation No. F1528-190054/A	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier VAN-942223	Id de l'acheteur - Buyer ID VAN582 N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS
---	---	--
